

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3712

[C — 2002/27967]

8 JUILLET 2002. — Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 1989 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — Services d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 1989 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 6, à la somme de 32.451.292.233 francs.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Conseil régional wallon pour les engagements de l'année budgétaire 1989 s'élèvent au total à 33.859.300.000 francs, conformément au tableau A, colonne 5.

Ce montant alloué par les décrets budgétaires se ventile comme suit (tableau A, colonnes 1, 2 et 3):

a. budget initial	19.198.800.000 F
b. ajustements de crédits : – augmentations	15.794.500.000 F
– diminutions	1.134.000.000 F

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 1989 est réduit conformément au tableau A, colonne 9, d'un montant de 1.408.007.767 francs, qui est annulé en vertu des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963.

Art. 4. Par suite des dispositions reprises aux articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits dissociés d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1989 sont fixés à 32.451.292.233 francs, somme égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 6 et 10).

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés en faveur de la Région wallonne, pour l'année budgétaire 1989, s'élèvent, d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de – francs.

Cette somme se répartit comme suit :

recettes non ventilées	– F
recettes courantes	– F
recettes de capital	– F
produits des emprunts	– F

Art. 6. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire s'élèvent au total à 87.266.650.075 francs, conformément au tableau B, colonne 4.

Cette somme se décompose comme suit :

recettes non ventilées (courantes et de capital)	1.565.190 F
recettes courantes	76.226.284.313 F
recettes de capital	11.038.800.572 F
produits d'emprunts	– F

Art. 7. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à – francs (tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 1989 sont arrêtés comme suit (tableau C, colonnes 7, 8 et 9) :

A. pour les dépenses courantes:

Crédits non dissociés 51.798.099.716 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 113.081.122 F

b. prestations de l'année en cours 51.685.018.594 F

Crédits d'ordonnancement 3.366.865.101 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 491.292.674 F

b. prestations de l'année en cours 2.875.572.427 F

B. pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 8.524.441.689 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures	89.882.319 F
b. prestations de l'année en cours	8.434.559.370 F
Crédits d'ordonnancement	12.494.297.036 F
se décomposant comme suit :	
a. prestations d'années antérieures	3.010.530.064 F
b. prestations de l'année en cours	9.483.766.972 F
Total des ordonnancements	76.183.703.542 F

Art. 9. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 1989, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	51.732.089.115 F
Crédits d'ordonnancement	3.364.514.922 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	5.724.433.573 F
Crédits d'ordonnancement	12.490.654.689 F
Total (tableau C, colonne 10)	73.311.692.299 F

Art. 10. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	66.010.601 F
Crédits d'ordonnancement	2.350.179 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	2.800.008.116 F
Crédits d'ordonnancement	3.642.347 F
Total (tableau C, colonne 11)	2.872.011.243 F

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts au Conseil régional wallon et affectés par ce Conseil s'élèvent à (tableau C, colonne 6) :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	70.047.847.519 F
Crédits d'ordonnancement	4.856.500.000 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	9.639.726.987 F
Crédits d'ordonnancement	16.176.400.000 F
Total	100.720.474.506 F

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit (tableau C, colonnes 2, 3 et 4) :

1. Budget initial :	
A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	13.462.000.000 F
Crédits d'ordonnancement	2.748.000.000 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	3.383.400.000 F
Crédits d'ordonnancement	9.303.100.000 F
Total	29.396.500.000 F
2. Ajustements des crédits : résultats nets :	
Augmentations (résultats positifs) :	
A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	56.507.400.000 F
Crédits d'ordonnancement	2.108.500.000 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	5.051.000.000 F
Crédits d'ordonnancement	7.418.100.000 F
Total	71.085.000.000 F

Diminutions (résultats négatifs) :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	2.535.500.000 F
Crédits d'ordonnement	- F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	- F
Crédits d'ordonnement	544.800.000 F

Total 3.080.300.000 F

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 1988, en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 et des dispositions spéciales, s'établissent comme suit (tableau C, colonne 5) :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	2.613.947.519 F
Crédits d'ordonnement	- F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	705.326.987 F
Crédits d'ordonnement	- F

Total 3.319.274.506 F

Art. 12. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1989 est réduit (tableau C, colonnes 13 et 14) :

1. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire 1990 a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 :

A. opérations courantes :

Crédits non dissociés	17.308.088.723 F
Crédits d'ordonnement	- F

B. opérations de capital :

Crédits non dissociés	802.449.877 F
Crédits d'ordonnement	- F

Total 18.110.538.600 F

2. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :

A. opérations courantes :

Crédits non dissociés	942.665.646 F
Crédits d'ordonnement	1.501.333.268 F

B. opérations de capital :

Crédits non dissociés	341.235.421 F
Crédits d'ordonnement	3.682.368.018 F

Total 6.467.602.353 F

La répartition des crédits reportés est maintenue dans le budget de 1990.

Art. 13. Des crédits complémentaires pour un montant de 41.369.989 francs sont alloués pour couvrir les dépenses en plus ou au-delà des crédits de l'année budgétaire 1989 (tableau C, colonne 12).

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13 du présent décret, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1989 sont fixés comme suit :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés	51.798.099.716 F
Crédits d'ordonnement	3.366.865.101 F

B. dépenses de capital :

Crédits non dissociés	8.524.441.689 F
Crédits d'ordonnement	12.494.297.036 F

Total 76.183.703.542 F

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonnes 7 et 15.

Art. 15. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de l'année budgétaire 1989, tel qu'il ressort des articles 6 et 14 ci-dessus, est :

Recettes	87.266.650.075 F
Dépenses	76.183.703.542 F
Excédent de recettes pour l'année 1989	11.082.946.533 F

CHAPITRE III. — *Recettes et dépenses*
effectuées en exécution de la section particulière du budget pour l'année 1989

Art. 16. Les recettes de l'année budgétaire 1989, enregistrées à la section particulière du budget, s'élèvent à 2.645.329.250 francs, conformément au tableau E ci-annexé, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

Recettes courantes	1.239.632.815 F
Recettes de capital	1.350.408.577 F
Budget 62 : Affaires étrangères	55.287.858 F

Art. 17. Les dépenses de l'année budgétaire 1989, imputées sur la section particulière du budget, s'élèvent à 2.366.755.946 francs (tableau E, colonne 7).

Ce montant se décompose comme suit :

Dépenses courantes	1.197.877.246 F
Dépenses de capital	1.168.878.700 F
Budget 62 : Affaires étrangères	- F

Art. 18. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de la section particulière du budget de l'année budgétaire 1989, se montent à la somme de 2.317.208.878 francs (tableau E, colonne 5) :

pour les dépenses courantes	1.148.330.178 F
pour les dépenses de capital	1.168.878.700 F

Art. 19. Les paiements imputés à charge de la section particulière du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

pour les dépenses courantes	49.547.068 F
pour les dépenses de capital	- F
pour le budget 62 : Affaires étrangères	- F
Total (tableau E, colonne 6)	49.547.068 F

Art. 20. Le résultat général des recettes et des dépenses de la section particulière du budget de l'année 1989, tel qu'il ressort des articles 16 et 17 ci-dessus, est :

Recettes	2.645.329.250 F
Dépenses	2.366.755.946 F
Excédent de recettes pour l'année 1989	278.573.304 F

L'excédent général des recettes constaté au 1^{er} janvier 1989 pour un montant de 3.214.036.621 francs est par conséquent augmenté de la somme de 278.573.304 francs.

Il en résulte un excédent de recettes constaté au 31 décembre 1989 de 3.492.609.925 francs.

Les soldes des articles de la section particulière (tableau E, colonne 9) sont transférés au compte de l'année budgétaire 1990.

CHAPITRE IV. — *Résultats cumulés*

Art. 21. Tous services réunis, budget et section particulière, les résultats cumulés du budget de 1989 se présentent comme suit (cf. articles 15 et 20 ci-dessus) :

Budget :	excédent de recettes	11.082.946.533 F
Section particulière :	excédent de recettes	278.573.304 F
Total :	excédent de recettes	11.361.519.837 F

DEUXIEME PARTIE. — Opérations effectuées en exécution des budgets des Entreprises régionales
du ressort de la Région wallonne

TITRE V. — Entreprises régionales

A. ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION D'EAU (E.R.P.E.)

L'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.), créée par décret du 2 juillet 1988, a repris au 1^{er} janvier 1989 les droits et obligations de l'Entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont » conformément au prescrit de l'article 4, § 1^{er}, deuxième alinéa, du décret précité.

Le règlement définitif du budget de l'« Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.) » s'établit pour l'année budgétaire 1989 comme suit :

Art. 22.

A. Engagements :

Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget de l'année budgétaire 1989 s'élèvent à la somme de 82.949.008 francs (tableau V A2, colonne 4).

Les crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget précité s'élèvent à la somme de 191.900.000 francs (tableau V A2, colonne 3).

Les crédits d'engagement non utilisés, soit 108.950.992 francs, sont annulés (tableau V A2, colonne 5).

Art. 23.

B. Recettes :

Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 1989 s'élèvent au total à 317.075.344 francs, conformément au tableau V A1, colonne 3.

Ce montant se décompose comme suit :

opérations courantes :	261.958.624 F
opérations de capital :	55.116.720 F

Art. 24.

C. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à 317.075.344 francs.

Ce montant se décompose comme suit (tableau V A3, colonne 4) :

opérations courantes	261.958.624 F
opérations en capital	55.116.720 F

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1989 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	413.300.000 F
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau V A4) :	46.458.063 F
3. à annuler définitivement :	142.682.719 F

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1989, à 317.075.344 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau V A3, colonne 4).

Art. 25. Le résultat définitif du budget de l'année 1989, tel qu'il ressort des articles 23 et 24 du présent décret, s'établit comme suit :

Recettes	317.075.344 F
Dépenses	317.075.344 F

L'année budgétaire 1989 se clôture donc par un solde nul.

B. OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS (O.R.W.D.)

Institué Entreprise régionale par un décret du 5 juillet 1985, l'Office régional wallon des déchets a présenté un premier budget en 1989 qui n'a pas été exécuté.

En conséquence, le règlement définitif du budget de l'« Office régional wallon des déchets » (O.R.W.D.) s'établit pour l'année budgétaire 1989 comme suit :

Art. 26.

A. Recettes :

Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 1989 s'élèvent au total à – francs, ainsi qu'il ressort du tableau V B1, colonne 3.

Art. 27.

B. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à – francs.

Ce montant se décompose comme suit (tableau V B2, colonne 4) :

opérations courantes	– F
opérations en capital	– F

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1989 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	40.000.000 F
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau V B3) :	– F
3. à annuler définitivement :	40.000.000 F

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1989, à – francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau V B2, colonne 4).

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Notes

(1) Session 2001-2002.
Documents du Conseil, 300 (2001-2002). N^{os} 1 et 2.
Compte rendu intégral, séance publique du 8 juillet 2002.
 Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3712

[C — 2002/27967]

8. JULI 2002 — Dekret zur endgültigen Abrechnung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1989 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TEIL 1 — Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Regierung

KAPITEL I — *Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen*

§ 1. Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Mittel

Artikel 1 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1989 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle A, Spalte 6, auf 32.451.292.233 BEF.

§ 2. Festlegung der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen

Art. 2 - Die aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Regionalrat für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 1989 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle A, Spalte 5, auf 33.859.300.000 BEF.

Dieser durch die Haushaltsdekrete bereitgestellte Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle A, Spalten 1, 2 und 3):

a. ursprünglicher Haushaltsplan	19.198.800.000 BEF
b. Anpassungen der Haushaltsmittel: - Erhöhungen	15.794.500.000 BEF
b. Anpassungen der Haushaltsmittel: - Verringerungen	1.134.000.000 BEF

Art. 3 - Der Gesamtbetrag der für das Haushaltsjahr 1989 verteilten Verpflichtungsermächtigungen wird entsprechend der Tabelle A, Spalte 9 um einen Betrag von 1.408.007.767 BEF, der aufgrund der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates annulliert wird, verringert.

Art. 4 - Gemäß den Bestimmungen der obenstehenden Artikel 2 und 3 werden die endgültigen aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1989 auf 32.451.292.233 BEF festgesetzt; dieser Betrag entspricht den zu Lasten des Haushaltsjahres eingetragenen Verpflichtungen (Tabelle A, Spalten 6 und 10).

KAPITEL II — *Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben*

§ 1. Festlegung der Einnahmen

Art. 5 - Die festgestellten Ansprüche zugunsten der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1989 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle B, Spalte 3, auf den Betrag von – BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

nicht aufgegliederte Einnahmen	– BEF
Laufende Einnahmen	– BEF
Kapitaleinnahmen	– BEF
Erträge der Anleihen	– BEF

Art. 6 - Die für das Haushaltsjahr bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle B, Spalte 4, auf 87.266.650.075 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

nicht aufgegliederte Einnahmen (laufende und Kapitaleinnahmen)	1.565.190 BEF
Laufende Einnahmen	76.226.284.313 BEF
Kapitaleinnahmen	11.038.800.572 BEF
Erträge von Anleihen	– BEF

Art. 7 - Die festgestellten Ansprüche, die zum Abschluss des Haushaltsjahres einzunehmen sind, belaufen sich auf – BEF (Tabelle B, Spalten 5, 6 und 7).

§ 2. Festlegung der Ausgaben

Art. 8 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 1989 werden wie folgt festgelegt (Tabelle C, Spalten 7, 8 und 9):

A. Für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel	51.798.099.716 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	113.081.122 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	51.685.018.594 BEF
Ausgabeermächtigungen	3.366.865.101 BEF
wie folgt aufgeteilt:	

a. Leistungen der vorherigen Jahre	491.292.674 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	2.875.572.427 BEF
B. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	8.524.441.689 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	89.882.319 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	8.434.559.370 BEF
Ausgabeermächtigungen	12.494.297.036 BEF
wie folgt aufgeteilt:	
a. Leistungen der vorherigen Jahre	3.010.530.064 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	9.483.766.972 BEF
Gesamtbetrag der Ausgabenanweisungen	76.183.703.542 BEF

Art. 9 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 1989 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben :	
Nicht aufgegliederte Mittel	51.732.089.115 BEF
Ausgabeermächtigungen	3.364.514.922 BEF
B. Für die Kapitalausgaben :	
Nicht aufgegliederte Mittel	5.724.433.573 BEF
Ausgabeermächtigungen	12.490.654.689 BEF
Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 10)	73.311.692.299 BEF

Art. 10 - Die zu Lasten des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	66.010.601 BEF
Ausgabeermächtigungen	2.350.179 BEF
B. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	2.800.008.116 BEF
Ausgabeermächtigungen	3.642.347 BEF
Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 11)	2.872.011.243 BEF

§ 3. Festlegung der Zahlungskredite

Art. 11 - Die Zahlungskredite, die vom Wallonischen Regionalrat bereitgestellt worden sind und deren Verwendungszweck der Rat festgelegt hat, betragen (Tabelle C, Spalte 6) :

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	70.047.847.519 BEF
Ausgabeermächtigungen	4.856.500.000 BEF
B. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	9.639.726.987 BEF
Ausgabeermächtigungen	16.176.400.000 BEF
Gesamtbetrag	100.720.474.506 BEF

Diese Beträge enthalten:

I. Die Zahlungskredite, deren Verwendungszweck in den Haushaltsdekreten festgelegt wird, und die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalten 2, 3 und 4):

1. ursprünglicher Haushaltsplan:

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	13.462.000.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	2.748.000.000 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	3.383.400.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	9.303.100.000 BEF
Gesamtbetrag	29.396.500.000 BEF

2. Anpassungen der Mittel: Nettoergebnisse:

Erhöhungen (positive Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	56.507.400.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	2.108.500.000 BEF

B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	5.051.000.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	7.418.100.000 BEF
Gesamtbetrag	71.085.000.000 BEF

Verringerungen (negative Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	2.535.500.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	- BEF

B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	- BEF
Ausgabeermächtigungen	544.800.000 BEF
Gesamtbetrag	3.080.300.000 BEF

II. Die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates vom Haushaltsjahr 1988 übertragenen Zahlungskredite, die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalte 5):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	2.613.947.519 BEF
Ausgabeermächtigungen	- BEF

B. Kapitalausgaben :	
Nicht aufgegliederte Mittel	705.326.987 BEF
Ausgabeermächtigungen	- BEF
Gesamtbetrag	3.319.274.506 BEF

Art. 12 - Der Betrag der für das Haushaltsjahr 1989 bereitgestellten und aufgeteilten Zahlungskredite wird wie folgt verringert (Tabelle C, Spalten 13 und 14):

1° in Höhe der nicht beanspruchten Zahlungskredite, die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf das Haushaltsjahr 1990 übertragen wurden:

A. Laufende Geschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	17.308.088.723 BEF
Ausgabeermächtigungen	- BEF

B. Kapitalgeschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	802.449.877 BEF
Ausgabeermächtigungen	- BEF
Gesamtbetrag	18.110.538.600 BEF

2. in Höhe der verfügbar gebliebenen Zahlungskredite, die annulliert werden:

A. Laufende Geschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	942.665.646 BEF
Ausgabeermächtigungen	1.501.333.268 BEF

B. Kapitalgeschäfte:	
Nicht aufgegliederte Mittel	341.235.421 BEF
Ausgabeermächtigungen	3.682.368.018 BEF
Gesamtbetrag	6.467.602.353 BEF

Die Aufteilung der übertragenen Haushaltsmittel wird im Haushaltsplan 1990 beibehalten.

Art. 13 - Es werden zusätzliche Haushaltsmittel in Höhe von 41.369.989 BEF bewilligt zur Deckung der zusätzlichen Ausgaben oder der Ausgaben, die die Mittel des Haushaltsjahres 1989 überschreiten (Tabelle C, Spalte 12).

Art. 14 - Gemäß den Bestimmungen der Artikel 11, 12 und 13 des vorliegenden Dekrets werden die endgültigen Mittel des Haushaltsjahres 1989 wie folgt festgesetzt:

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	51.798.099.716 BEF
Ausgabeermächtigungen	3.366.865.101 BEF

B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	8.524.441.689 BEF
Ausgabeermächtigungen	12.494.297.036 BEF
Gesamtbetrag	76.183.703.542 BEF

Diese Beträge stimmen mit den zu Lasten des Haushaltsjahres getätigten Geschäften überein, entsprechend der Tabelle C, Spalten 7 und 15.

Art. 15 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1989, so wie es sich aus den Artikeln 6 und 14 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	87.266.650.075 BEF
Ausgaben	76.183.703.542 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1989	11.082.946.533 BEF

KAPITEL III — *Einnahmen und Ausgaben*
zur Ausführung des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes für das Jahr 1989

Art. 16 - Die im Sonderabschnitt des Haushaltsplanes eingetragenen Einnahmen des Haushaltsjahres 1989 belaufen sich, entsprechend der beiliegenden Tabelle E, Spalte 4, auf 2.645.329.250 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Einnahmen	1.239.632.815 BEF
Kapitaleinnahmen	1.350.408.577 BEF
Haushalt 62: Auswärtige Angelegenheiten	55.287.858 BEF

Art. 17 - Die Ausgaben des Haushaltsjahres 1989 zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes belaufen sich auf 2.366.755.946 BEF (Tabelle E, Spalte 7).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Ausgaben	1.197.877.246 BEF
Kapitalausgaben	1.168.878.700 BEF
Haushalt 62: Auswärtige Angelegenheiten	- BEF

Art. 18 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1989 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf den Betrag von 2.317.208.878 BEF (Tabelle E, Spalte 5):

für die laufenden Ausgaben:	1.148.330.178 BEF
für die Kapitalausgaben:	1.168.878.700 BEF

Art. 19 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

für die laufenden Ausgaben:	49.547.068 BEF
für die Kapitalausgaben:	- BEF
für den Haushalt 62: Auswärtige Angelegenheiten	- BEF
Gesamtbetrag (Tabelle E, Spalte 6)	49.547.068 BEF

Art. 20 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1989, so wie es sich aus den Artikeln 16 und 17 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	2.645.329.250 BEF
Ausgaben	2.366.755.946 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1989	278.573.304 BEF

Dem allgemeinen, am 1. Januar 1989 festgestellten Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 3.214.036.621 BEF wird infolgedessen der Betrag von 278.573.304 BEF hinzugefügt.

Es ergibt sich ein am 31. Dezember 1989 festgestellter Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 3.492.609.925 BEF.

Die Saldi der Artikel des Sonderabschnitts (Tabelle E, Spalte 9) werden auf die Rechnung des Haushaltsjahres 1990 übertragen

KAPITEL IV — *Kumulierte Haushaltsergebnisse*

Art. 21 - Insgesamt, Haushalt und Sonderabschnitt zusammengefügt, wurden die nachfolgenden kumulierten Ergebnisse des Haushaltsplanes 1989 erzielt (s. die vorstehenden Artikel 15 und 20):

Haushaltsplan: Mehrbetrag der Einnahmen	11.082.946.533 BEF
Sonderabschnitt: Mehrbetrag der Einnahmen	278.573.304 BEF
Gesamtbetrag: Mehrbetrag der Einnahmen	11.361.519.837 BEF

TEIL 2 — Verrichtungen zur Ausführung der Haushaltspläne der regionalen Unternehmen,
die der Zuständigkeit der Wallonischen Region unterliegen

TITEL V — Regionale Unternehmen

A. "ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION D'EAU"
(REGIONALES UNTERNEHMEN FÜR WASSERGEWINNUNG UND -ZULEITUNG) (E.R.P.E.)

Das durch das Dekret vom 2. Juli 1987 eingerichtete "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (E.R.P.E.) hat am 1. Januar 1988 gemäß den Bestimmungen von Artikel 4, § 1, Absatz 2, des vorerwähnten Dekrets die Rechte und Pflichten des Staudammkomplexes Nisramont übernommen.

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (E.R.P.E.) wird für das Haushaltsjahr 1989 wie folgt erstellt:

Art. 22 -

A. Verpflichtungsanweisungen

Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der in Titel V des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1989 bereitgestellten Verpflichtungsermächtigungen belaufen sich auf 82.949.008 BEF (Tabelle V A2, Spalte 4).

Die in Titel V des vorerwähnten Haushaltsplanes bereitgestellten Verpflichtungsermächtigungen belaufen sich auf 191.900.000 BEF (Tabelle V A2, Spalte 3).

Die nicht beanspruchten Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 108.950.992 BEF werden annulliert (Tabelle V A2, Spalte 5).

Art. 23 -**B. Einnahmen**

Die für das Haushaltsjahr 1989 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle V A1, Spalte 3, auf 317.075.344 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Geschäfte:	261.958.624 BEF
Kapitalgeschäfte:	55.116.720 BEF

Art. 24 -**C. Ausgaben:**

Die in der besagten Rechnung festgestellten Ausgaben belaufen sich auf 317.075.344 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle V A3, Spalte 4):

Laufende Geschäfte	261.958.624 BEF
Kapitalgeschäfte	55.116.720 BEF

Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 1989 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel:	413.300.000 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VA4):	46.458.063 BEF
3. endgültig zu annullieren:	142.682.719 BEF

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 1989 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 317.075.344 BEF. Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle V A3, Spalte 4).

Art. 25 - Das Endergebnis des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1989, so wie es sich aus den Artikeln 23 und 24 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	317.075.344 BEF
Ausgaben	317.075.344 BEF

Das Haushaltsjahr 1989 wird also mit einem Saldo abgeschlossen, der gleich null ist.

**B. "OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS"
(WALLONISCHES REGIONALAMT FÜR ABFÄLLE) (O.R.W.D.)**

Das durch ein Dekret vom 5. Juli 1985 als regionales Unternehmen errichtete "Office régional wallon des Déchets" erstellte im Jahre 1989 einen ersten Haushaltsplan, der nicht ausgeführt wurde.

Infolgedessen wird die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des "Office régional wallon des Déchets" für das Haushaltsjahr 1989 wie folgt erstellt:

Art. 26 -**A. Einnahmen**

Die für das Haushaltsjahr 1989 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle V B1, Spalte 3 ergibt, auf - BEF.

Art. 27 -**B. Ausgaben:**

Die in der besagten Rechnung festgestellten Ausgaben belaufen sich auf - BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle V B2, Spalte 4):

Laufende Geschäfte	- BEF
Kapitalgeschäfte	- BEF

Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 1989 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel :	40.000.000 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle V B3) :	- BEF
3. endgültig zu annullieren :	40.000.000 BEF

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 1989 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf – BEF. Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle V B2, Spalte 4).

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Juli 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Fußnoten

(1) Sitzungsperiode 2001-2002

Dokumente des Rates, 300 (2001-2002). Nr. 1 bis 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. Juli 2002.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2002 — 3712

[C – 2002/27967]

8 JULI 2002. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 1989 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

DEEL 1. — Diensten van algemeen bestuur van het Waalse Gewest

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1989 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 6, de som van 32.451.292.233 BEF.

§ 2. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Art. 2. De gesplitste vastleggingskredieten aangewend door de Waalse Gewestraad voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1989 bedragen in totaal 33.859.300.000 BEF, overeenkomstig tabel A, kolom 5.

Dit bij de begrotingsdecreten toegekende bedrag wordt verdeeld als volgt (tabel A, kolommen 1, 2 en 3) :

a. oorspronkelijke begroting	19.198.800.000 BEF
b. kredietaanpassingen : - verhogingen	15.794.500.000 BEF
- verminderingen	1.134.000.000 BEF

Art. 3. Het totaalbedrag van de vastleggingskredieten verdeeld voor het begrotingsjaar 1989 wordt verminderd overeenkomstig tabel A, kolom 9, met een bedrag van 1.408.007.767 BEF dat overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit geannuleerd wordt.

Art. 4. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in bovenstaande artikelen 2 en 3, worden de definitieve gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1989 vastgesteld op 32.451.292.233 BEF, som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 6 en 10).

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De voor het begrotingsjaar 1989 ten behoeve van het Waalse Gewest vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van – BEF.

Deze som is als volgt samengesteld :

niet verdeelde ontvangsten	– BEF
lopende ontvangsten	– BEF

kapitaalontvangsten	– BEF
opbrengst van leningen	– BEF

Art. 6. De voor het begrotingsjaar geboekte ontvangsten bedragen in totaal 87.266.650.075 BEF, overeenkomstig tabel B, kolom 4.

Deze som is als volgt samengesteld :

niet verdeelde ontvangsten (lopende en kapitaalontvangsten)	1.565.190 BEF
lopende ontvangsten	76.226.284.313 BEF
kapitaalontvangsten	11.038.800.572 BEF
opbrengst van leningen	– BEF

Art. 7. De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen – BEF (tabel B, kolommen 5, 6 en 7).

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 8. De ten laste van het begrotingsjaar 1989 toegerekende ordonnanceringen worden als volgt vastgesteld (tabel C, kolommen 7, 8 en 9) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	51.798.099.716 BEF
samengesteld als volgt :	

a. prestaties van vroegere jaren

113.081.122 BEF

b. prestaties van het lopende jaar

51.685.018.594 BEF

Ordonnanceringskredieten

3.366.865.101 BEF

samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren

491.292.674 BEF

b. prestaties van het lopende jaar

2.875.572.427 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	8.524.441.689 BEF
samengesteld als volgt :	

a. prestaties van vroegere jaren

89.882.319 BEF

b. prestaties van het lopende jaar

8.434.559.370 BEF

Ordonnanceringskredieten

12.494.297.036 BEF

samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren

3.010.530.064 BEF

b. prestaties van het lopende jaar

9.483.766.972 BEF

Totaal van de ordonnanceringen

76.183.703.542 BEF

Art. 9. De ten laste van het begrotingsjaar 1989 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	51.732.089.115 BEF
Ordonnanceringskredieten	3.364.514.922 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	5.724.433.573 BEF
Ordonnanceringskredieten	12.490.654.689 BEF

Totaal (tabel C, kolom 10)

73.311.692.299 BEF

Art. 10. De ten laste van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten :	66.010.601 BEF
Ordonnanceringskredieten	2.350.179 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	2.800.008.116 BEF
Ordonnanceringskredieten	3.642.347 BEF

Totaal (tabel C, kolom 11)

2.872.011.243 BEF

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten beschikbaar gesteld bij en aangewend door de Waalse Gewestraad bedragen (tabel C, kolom 6) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	70.047.847.519 BEF
Ordonnanceringskredieten	4.856.500.000 BEF

<i>B. voor de kapitaaluitgaven :</i>	
Niet gesplitste kredieten	9.639.726.987 BEF
Ordonnanceringskredieten	16.176.400.000 BEF
Totaal	100.720.474.506 BEF
Die bedragen omvatten :	
I. De bij de begrotingsdecreten aangewende betalingskredieten die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolommen 2, 3 en 4) :	
1. Oorspronkelijke begroting :	
A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	13.462.000.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	2.748.000.000 BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	3.383.400.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	9.303.100.000 BEF
Totaal	29.396.500.000 BEF
2. Kredietaanpassingen : netto resultaten :	
Verhogingen (positieve resultaten) :	
A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	56.507.400.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	2.108.500.000 BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	5.051.000.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	7.418.100.000 BEF
Totaal	71.085.000.000 BEF
Verminderingen (negatieve resultaten) :	
A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	2.535.500.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	– BEF
Ordonnanceringskredieten	544.800.000 – BEF
Totaal	3.080.300.000 BEF
II. De overgedragen betalingskredieten van het begrotingsjaar 1988, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit en de bijzondere bepalingen, die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolom 5) :	
A. lopende uitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	2.613.947.519 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
B. kapitaaluitgaven :	
Niet gesplitste kredieten	705.326.987 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
Totaal	3.319.274.506 BEF
Art. 12. Het bedrag van de beschikbaar gestelde en voor het begrotingsjaar 1989 verdeelde betalingskredieten wordt verminderd (tabel C, kolommen 13 en 14) :	
1. met de niet gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht naar het begrotingsjaar 1990 plaatsvindt overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit :	
A. lopende verrichtingen :	
Niet gesplitste kredieten	17.308.088.723 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
B. kapitaalverrichtingen :	
Niet gesplitste kredieten	802.449.877 BEF
Ordonnanceringskredieten	– BEF
Totaal	18.110.538.600 BEF
2. met de beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd :	
A. lopende verrichtingen :	
Niet gesplitste kredieten	942.665.646 BEF
Ordonnanceringskredieten	1.501.333.268 BEF

<i>B. kapitaalverrichtingen :</i>	
Niet gesplitste kredieten	341.235.421 BEF
Ordonnanceringskredieten	3.682.368.018 BEF
Totaal	6.467.602.353 BEF

De verdeling van de overgedragen kredieten wordt behouden in de begroting 1990.

Art. 13. Aanvullende kredieten worden toegekend ten bedrage van 41.369.989 BEF tot dekking van uitgaven gedaan buiten of boven de kredieten van het begrotingsjaar 1989 (tabel C, kolom 12).

Art. 14. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 van dit decreet, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1989 als volgt vastgesteld :

<i>A. lopende uitgaven :</i>	
Niet gesplitste kredieten	51.798.099.716 BEF
Ordonnanceringskredieten	3.366.865.101 BEF

<i>B. kapitaaluitgaven :</i>	
Niet gesplitste kredieten	8.524.441.689 BEF
Ordonnanceringskredieten	12.494.297.036 BEF
Totaal	76.183.703.542 BEF

Die sommen zijn gelijk aan de verrichtingen toegerekend ten laste van het begrotingsjaar overeenkomstig tabel C, kolommen 7 en 15.

Art. 15. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het begrotingsjaar 1989, overeenkomstig bovenstaande artikelen 6 en 14, is het volgende :

Ontvangsten	87.266.650.075 BEF
Uitgaven	76.183.703.542 BEF
Overschot van ontvangsten voor het jaar 1989	11.082.946.533 BEF

*HOOFDSTUK III. — Ontvangsten en uitgaven
gedaan in uitvoering van de bijzondere afdeling van de begroting voor het jaar 1989*

Art. 16. De voor het begrotingsjaar 1989 op de bijzondere afdeling van de begroting geboekte ontvangsten bedragen 2.645.329.250 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel E, kolom 4.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :	
lopende ontvangsten	1.239.632.815 BEF
kapitaalontvangsten	1.350.408.577 BEF
Begroting 62 : Buitenlandse Zaken	55.287.858 BEF

Art. 17. De voor het begrotingsjaar 1989 op de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende uitgaven bedragen 2.366.755.946 BEF (tabel E, kolom 7).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :	
Lopende uitgaven	1.197.877.246 BEF
Kapitaaluitgaven	1.168.878.700 BEF
Begroting 62 : Buitenlandse Zaken	— BEF

Art. 18. De ten laste van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1989 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen 2.317.208.878 BEF (tabel E, kolom 5) :

voor de lopende uitgaven :	1.148.330.178 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	1.168.878.700 BEF

Art. 19. De ten laste van de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

voor de lopende uitgaven :	49.547.068 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	— BEF
voor de begroting 62 : Buitenlandse Zaken	— BEF
Totaal (tabel E, kolom 6)	49.547.068 BEF

Art. 20. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1989, overeenkomstig bovenstaande artikelen 16 en 17, is het volgende :

Ontvangsten	2.645.329.250 BEF
Uitgaven	2.366.755.946 BEF
Overschot van ontvangsten voor het jaar 1989	278.573.304 BEF

Het algemene overschot van ontvangsten dat op 1 januari 1989 tot een bedrag van 3.214.036.621 BEF werd vastgesteld, wordt derhalve verhoogd met de som van 278.573.304 BEF.

Als gevolg daarvan werd op 31 december 1989 een overschot van ontvangsten tot een bedrag van 3.492.609.925 BEF vastgesteld.

De saldo's van de artikelen van de bijzondere afdeling (tabel E, kolom 9) worden overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1990.

HOOFDSTUK IV. — *Gecumuleerde resultaten*

Art. 21. De voor alle diensten, begroting en bijzondere afdeling, gecumuleerde resultaten van de begroting 1989 zijn als volgt samengesteld (cf. bovenstaande artikelen 15 en 20) :

Begroting : overschot van ontvangsten	11.082.946.533 BEF
Bijzondere afdeling : overschot van ontvangsten	278.573.304 BEF
Totaal : overschot van ontvangsten	11.361.519.837 BEF

DEEL 2 : Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen van de Gewestelijke bedrijven die onder het Waalse Gewest ressorteren

TITEL V. — *Gewestelijke bedrijven*

A. ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDITION D'EAU (E.R.P.E.)

Het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E)" (Gewestelijk bedrijf voor waterproductie en -toevoer) opgericht bij decreet van 2 juli 1987, heeft de rechten en plichten van de openbare instelling "Complexe du barrage de Nisramont" op 1 januari 1988 overgenomen overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van bovenvermeld decreet.

De eindregeling van de begroting van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E)" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 1989 :

Art. 22.

A. Vastleggingen

De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van de begroting voor het begrotingsjaar 1989 bedragen 82.949.008 BEF (tabel V A2, kolom 4).

De vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van bovenvermelde begroting bedragen 191.900.000 BEF (tabel V A2, kolom 3).

De niet gebruikte vastleggingskredieten, namelijk 108.950.992 BEF, worden geannuleerd (tabel V A2, kolom 5).

Art. 23.

B. Ontvangsten :

De voor het begrotingsjaar 1989 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 317.075.344 BEF overeenkomstig tabel V A1, kolom 3.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

lopende verrichtingen	261.958.624 BEF
kapitaalverrichtingen	55.116.720 BEF

Art. 24.

C. Uitgaven :

De op genoemde rekening vastgestelde uitgaven bedragen 317.075.344 BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel V A3, kolom 4) :

lopende verrichtingen	261.958.624 BEF
kapitaalverrichtingen	55.116.720 BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1989 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten :	413.300.000 BEF
2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V A4) :	46.458.063 BEF
3. definitief te annuleren :	142.682.719 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1989, op 317.075.344 BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V A3, kolom 4).

Art. 25. Het definitieve resultaat van de begroting 1989, overeenkomstig de artikelen 23 en 24 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten	317.075.344 BEF
Uitgaven	317.075.344 BEF

Het begrotingsjaar 1989 eindigt dus met een nul saldo.

**B. OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS (O.R.W.D.)
(WAALSE GEWESTELIJKE DIENST VOOR AFVALSTOFFEN)**

De "Office régional wallon des déchets" die bij decreet van 5 juli 1985 als gewestelijk bedrijf opgericht werd, heeft een eerste begroting voorgelegd die niet uitgevoerd werd.

Bijgevolg wordt de eindregeling van de begroting van de "Office régional wallon des déchets" voor het begrotingsjaar 1989 als volgt vastgesteld :

Art. 26.

A. Ontvangsten :

De voor het begrotingsjaar 1989 geboekte ontvangsten bedragen in totaal – BEF overeenkomstig tabel V B1, kolom 3.

Art. 27.**B. Uitgaven :**

De op genoemde rekening vastgestelde uitgaven bedragen – BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel V B2, kolom 4) :

lopende verrichtingen – BEF

kapitaalverrichtingen – BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1989 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten : 40.000.000 BEF

2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V B3) : – BEF

3. definitief te annuleren : 40.000.000 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1989, op – BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V B2, kolom 4).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. M. ARENA

Nota's

(1) Zitting 2001-2002.

Stukken van de Raad, 300 (2001-2002). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 juli 2002.

Bespreking – Stemming.

F. 2002 — 3713

[C – 2002/27966]

8 JUILLET 2002. — Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 1990 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — Services d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 1990 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 6, à la somme de 34.862.489.148 francs.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Conseil régional wallon pour les engagements de l'année budgétaire 1990 s'élèvent au total à 35.222.600.000 francs, conformément au tableau A, colonne 5.